

Depuis le début du conflit contre la loi El Khomri, si la mobilisation des agent-es de la Fonction Publique Hospitalière progresse, elle n'est pas encore à la hauteur ni des possibilités ni des enjeux. La politique qui inspire ces régressions sociales les frappera aussi durement quand leur tour sera venu et il y a donc urgence à se révolter.

Fonction Publique Hospitalière : urgence à se révolter !

Diviser pour mieux régner.

Les gouvernements jouent sur les divisions artificielles entretenues entre les fonctionnaires et les salarié-es du privé. Cette division, relayée par quelques média serviles, ne vise qu'à couper court à une contestation unitaire contre des politiques libérales d'austérité qui seront imposées à toutes et tous.

Nous l'avons subi pour les retraites : dans un premier temps, le gouvernement s'attaque aux salarié-es du privé et dans un deuxième temps, aux fonctionnaires en les qualifiant de nantis. C'est la même stratégie qui est à l'œuvre contre les droits des travailleurs. Avec la loi El Khomri, le gouvernement s'attaque aux conquis sociaux du Code du Travail et n'attend pas la fin du conflit pour annoncer les attaques à venir contre le statut des fonctionnaires.

4) elle précise enfin que des économies seront possibles grâce à la mise en place des GHT, **tiens, tiens, nos analyses de soi-disant gauchistes seraient-elles justes ?**

Le rapport Laurent, gardé sous le coude par le gouvernement, n'envisage le Service Public Hospitalier que sous l'angle étriqué de la productivité industrielle. Il préconise le « flux tendu » en introduisant des variations d'activité saisonnières. Il ne tient pas compte des organisations de terrain pour le bon fonctionnement des services, temps de transmission, temps de réunion... Il s'attaque au fractionnement des congés, aux conquis locaux, aux RTT bien entendu en préconisant des journées de 7 heures...

En finir avec les mauvais coups.

La mobilisation populaire doit imposer un changement de politique. Non Monsieur Valls, ce n'est pas une minorité d'activistes syndicaux qui s'expriment et manifestent pacifiquement et qui imposeraient une dictature. Ce sont les gouvernants qui imposent par la force, gaz, flashball, tonfa et 49-3, une politique contraire à leurs promesses électorales et violent l'esprit de la démocratie. Nous n'avons aucun respect à avoir de vos discours, vos propos ne nous inspirent que la volonté de nous débarrasser au plus vite de la politique que vous cherchez à nous imposer.

Tous ensemble, sanitaire et médico-social, public et privé.

La Fédération SUD Santé Sociaux exige :
- l'abandon du projet de loi travail et l'abrogation du décret sur les GHT.
- un débat démocratique pour une loi sanitaire et sociale qui tienne compte des besoins de la population et soit respectueuse des salarié-es qui, au quotidien, s'impliquent sans compter.



Union syndicale
Solidaires

La tempête à venir.

Que ce soit par le biais du rapport Laurent ou par les déclarations de la directrice de la Direction Générale de l'Offre de Soins, l'offensive s'engage.

Le week-end dernier, *la directrice de la DGOS a salué* :

1) «un effort de productivité sans précédent» pour les Hôpitaux avec une baisse de la progression de la masse salariale de près de 1%. Elle annonce la poursuite de cette baisse jusqu'en 2017 (encore 0,3% d'ici 2017), **sur le dos de qui ?**

2) dans un même temps elle déclare que, la "productivité" des hôpitaux a augmenté de 2,3%. **C'est le fameux "travailler toujours plus pour gagner toujours moins",**

3) elle assure que malgré les (**fausses**) promesses du PPCR (Parcours Professionnel Carrières et Rémunération) cette baisse va continuer,



Fédération nationale

SUD Santé Sociaux
Solidaires-Unitaires-Démocratiques

70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS

Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67

www.sudsantesociaux.org
contact@sudsantesociaux.org
Tweet: sudsantesociaux

Paris, le 27/05/2016

Il y en a assez des technocrates qui nous expliquent théoriquement comment nous devons travailler au mépris de l'intelligence des équipes qui ont contribué à faire reconnaître notre système de santé comme le meilleur au monde à la fin du siècle dernier. Il y en a assez d'un management déconnecté de la réalité clinique qui ne tient aucun compte des temps informels, met les salarié-es en concurrence, pousse sans cesse à plus de productivité en dehors de toute dimension humaine.

Sans objectif, résister revient à faire du sur place entre deux reculs. SUD Santé Sociaux revendique:

G R I L L E UNIQUE DE SALAIRE,

LINÉAIRE ET SANS BARRAGES

DÉBUTANT À 1700 EURO

- Une grille unique de salaire linéaire et sans barres débutant à 1700 euro garantissant l'égalité salariale.
- Une grille linéaire: la progression est identique pour toutes et tous, sur une même échelle.
- Seul est différent, et négociable, le niveau d'entrée sur la grille.
- Un mécanisme salarial permettant de gommer les inégalités de carrière femme/homme.

32H SUR QUATRE JOURS,

30H SUR TROIS NUITS

32h en quatre journées.

- C'est simple, plus facile,
- pour les calculs des jours
 - les heures de prises de service.

- Ce sont trois repos qui garantissent:
- une meilleure récupération
 - du temps pour la vie sociale.

30h en trois nuits

- cela permet des repos de veille
- et un rythme de travail qui gomme en partie les effets morbides du travail de nuit.

C'est libérer du temps de travail pour partager l'emploi.

La disparition des CDD

avec embauche

- sous statut dans la fonction publique
- en CDI dans le cadre de notre

projet de Convention Collective Commune.

La suppression

des Compte Epargne Temps,

Un encadrement plus strict

des heures supplémentaires et astreintes assorties d'une meilleure rémunération

Faisons évoluer les droits du travail pour construire une société plus respectueuse de l'humanité

Il y en a assez des mensonges, du mépris et de l'arrogance, la Fédération SUD Santé Sociaux en appelle à la mobilisation générale des salarié-es du sanitaire et du social, privés et publics pour

exiger le retrait de la loi travail et un changement de politique:

- rassemblements le **31 mai** sur les problématiques hospitalières,
- manifestation en interpro le **2 juin en local**, le **14 juin en manif nationale à Paris**,
- actions diverses la semaine du **20 au 24 juin** avec un temps fort le **21 juin** pour exiger une autre politique sanitaire et sociale.